COMMENT REMBOURSER LA DETTE DE LA FRANCE

30 solutions pour trouver 700 milliards par an pendant 5 ans pour rembourser la dette française et devenir un paradis fiscal

Le problème

160.000 traités européens réglementent 80% de tout le dysfonctionnement de la FRANCE . La sortie de l'UE permettrait à la France de sortir de ces traités européens qui nous enchainent.

Cette mesure permettrait d'économiser 700 milliards d'euros par an sachant que la dette, estimé à 3300 milliards ,est le principal problème de faillite du pays,avec le prix de l'essence, le prix du gaz et de l'électricité, qui se répercutent sur toutes les entreprises et les biens de consommation et donc sur le peuple:

Les 30 solutions:

Sortir de l'UE nous ferait récupérer 500 milliards de dette détenus par la Banque centrale européenne et ferait économiser 25 milliards qu'on donne à l'Europe par an On ferait un audit de la dette restante qui permettrait à la Banque de France de la racheter et économiser 70 milliards d'intérêts annuels sur la dette. Mais c'est pas fini:
En quittant l'Union européenne, la France pourrait contraindre les multinationales à payer leurs impôts sur le territoire national, générant ainsi un revenu supplémentaire estimé à 60 milliards d'euros par an.et a les restreindre à rester sur le territoire vu qu'on a la souveraineté de décider.
En fermant les doublons de régions, départements, intercommunalités,intercantons et tous les doublons sur le pays ,on économise 100 milliards par an

Un contrôle strict des cartes Vitale , des fraudes sociales généralisés permettrait de lutter contre la fraude et de réaliser 15-20 milliards d'économies annuelles. avec 18 millions de fausses cartes vitales. pour contrôler ces abus, mises en place de la carte vital biométriques. pour le contrôle de la fraude: Dans le même esprit, le versement mensuel du RSA sera effectué physiquement dans les locaux des services sociaux. Pour les retraités vivant à l'étranger, une visite au consulat français des pays étrangers. Ces rencontres périodiques avec l'administration seront multipliées pour d'autres prestations par les caisses de Sécurité sociale. La généralisation des rencontres physiques périodiques avec l'administration permettra de s'assurer que le bénéficiaire de la prestation existe et que c'est à bon droit qu'il la perçoit.
Un contrôle sur les retraites payées abusivement à des morts ferait économiser 43 Milliards €

par an
Escroquerie à la TVA, grande fraude, travailleurs détachés et données personnelles Un laisser-faire fiscal à 50 milliards d'euros par an

Développement énergétique et souveraineté économique

L'exploitation du gaz de schiste en France, avec des technologies garantissant la préservation des nappes phréatiques, constituerait une opportunité majeure pour rembourser la dette nationale et renforcer l'indépendance énergétique du pays.
Ne plus baser notre prix du gaz et de l'électricité sur le marché de l'énergie Allemande et baisser le prix par trois

Revalorisation du travail et réforme du SMIC

Le SMIC serait porté à 1 800 euros net, avec une modulation des charges patronales d'un smic à 1400€ afin de ne pas pénaliser les employeurs.

Soutien aux familles et à la parentalité

Mise en place de formations à distance rémunérées pour les parents choisissant d'élever leurs enfants à domicile jusqu'à 3 ans.

Économie sociale et solidaire

Introduction d'un salaire de 800 € pour les directeurs d'associations, actuellement non rémunérés, afin de soutenir leur engagement.

Souveraineté militaire et géopolitique

Sortie de l'OTAN afin de préserver l'indépendance stratégique de la France et éviter les engagements dans des conflits décidés par des puissances étrangères et nous ferait économiser 4,5 milliards par an.

Santé : Mise à disposition, en librairies et médiathèques, des ouvrages d'Allen Carr sur les addictions.

Santé et innovations énergétiques

Vendre du dioxyde de chlore et DMSO et ivermectine en pharmacie qui soignent 200 maladies feraient économiser 200-300 milliards à la sécurité sociale par an
Si l'on cumule une forte réduction des différences de prix et des avancées notables sur la prescription de génériques, il est certain que l'on pourrait économiser 5 milliards d'euros par an. En faisant un grand ménage dans le prix des médicaments remboursés et en poussant les médicaments génériques.

Enlever la taxe sur la TVA de l'essence

Construction de centrales nucléaires de nouvelle génération exploitant les déchets radioactifs (centrale nucléaire Superphénix).
Maintien et optimisation des véhicules thermiques (moteur à eau et a essence)

École publique

Faire redoubler les élèves de CP qui ne savent pas lire et écrire

26 milliards d'euros à court terme

Rapprocher les règles du public et du privé en matière d'arrêts maladie en alignant les jours de carence sur ceux du privé (3) et en passant le taux de remplacement du salaire de 100 % à 90 % (il est de 50 % dans le privé). Gain : 2 milliards d'euros et davantage, à terme, par une baisse de l'absentéisme.

Diminuer l'aide publique au développement (APD) en la ciblant davantage. L'APD augmentant régulièrement (de 10,3 milliards d'euros, en 2018, à 15,1 milliards d'euros, en 2022), diminuer ou supprimer purement et simplement certains versements plus justifiés aujourd'hui au regard du développement du pays concerné, de notre situation budgétaire et de nos choix diplomatiques (Turquie, Inde, Algérie, Afrique du Sud, Brésil, Mexique, Afghanistan, par exemple). Gain : a minima 1,5 milliard d'euros.

Supprimer les 2.000 aides ou dispositifs pour les entreprises (150 milliards d'euros) et diminuer d'autant les prélèvements nominaux. Gain : 7,5 milliards d'euros environ de frais de gestion, sans compter un choc de compétitivité par la simplification de l'environnement normatif des entreprises, soit des rentrées fiscales additionnelles à terme.

Mieux encadrer les subventions aux organismes à but non lucratif en limitant les subventions publiques aux associations/fondations reconnues d'utilité publique (ARUP/FRUP), aux associations sportives uniquement si affiliées à des fédérations nationales et aux organismes reconnus d'utilité sociale. Gain : au moins 10 milliards d'euros sur les 23 milliards d'euros versés par an.

67,5 milliards d'euros à moyen terme

Rééquilibrer l'offre de soins entre la ville et l'hôpital en négociant avec l'Ordre des médecins, en contrepartie d'une consultation classique portée à 40 euros (moyenne UE, en sachant que chaque passage aux urgences coûte entre 200 et 250 euros à la collectivité) et sous peine de non-prise en charge de la consultation par l'assurance maladie (déconventionnement) pour :

encadrer leur liberté d'installation pendant les premières années d'exercice (interdire l'installation initiale dans les zones surdotées comme les pharmaciens, les infirmiers libéraux et les kinésithérapeutes, pour lesquels il n'existe pas ou peu de « déserts ») ;
imposer que le dossier médical partagé (« Mon espace santé ») soit rempli par les praticiens de ville et de l'hôpital ;
rétablir une obligation de garde pour les médecins de ville, notamment à l'entrée des urgences ;
sécuriser la carte Vitale, carte bleue publique sans même un code secret, via une authentification biométrique à chaque paiement.
dire aux gens que les pharmacie peuvent détecter les symptômes des bébés ,des enfants, et prescrire un médicament adapté
Gain : 10 % de prescriptions médicales superflues en moins par le partage des données de santé entre praticiens (30 milliards d'euros) et moins de fraudes et d'erreurs par la sécurisation de la carte Vitale (10 milliards d'euros), soit un total de 40 milliards d'euros, sans compter des centaines de vies sauvées aux urgences !

Supprimer les conseils départementaux, simples boîtes aux lettres d'aides sociales nationales, et créer une allocation sociale unique gérée par la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) avec des contrôles a priori à partir des données comme l'administration fiscale. Gain : entre la forte baisse des erreurs, des fraudes et les frais de gestion des conseils départementaux, 15 milliards d'euros environ.

Politique migratoire et sécurité

1. Réserver les prestations sociales non contributives aux Français
15 à 20 milliards €
Rapport DREES 2022, INSEE
2. Supprimer l'aide publique au développement
14,827 milliards €
PLF 2025 – Sénat Rapport général n° 180
3. Privatiser l'audiovisuel public
4,029 milliards €
PLF 2025 (PAP Audiovisuel public)
4. Supprimer l'aide médicale d'État (AME)
1,320 milliard €
PLF 2025 – Programme 183, action 02
5. Supprimer les subventions aux associations politisées
1 à 2 milliards €
Rapport DGIPF Sénat 2023
6. Supprimer tous les soutiens publics aux énergies renouvelables
7,983 milliards €
PLF 2025 – Programme 345 + rapport RTE raccordements renouvelables terrestres
7. Supprimer le soutien public à la « politique de la Ville »
7,971 milliards €
PLF 2025 – Document de politique transversale « Ville »
8. Supprimer les ARS, l'Ademe, l'ANAH, le CESE et l'Arcom
7,920 milliards €
PLF 2025, Ademe.fr, ANAH.gouv.fr

L'immigration de masse engendre des coûts significatifs sur la sécurité sociale et les aides publiques, tout en contribuant au dumping social (diminution des salaires pour le peuple). En 2023, la France a accueilli 650 000 étrangers, dont 100 000 ont obtenu la nationalité française, 330 000 ont reçu un titre de séjour, et 170 000 ont déposé une demande d'asile. Le nombre total de OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français) est estimé à 900 000 et il y en a 100.000 de plus chaque année ce qui crée de l'insécurité et de la violence pour tout le monde.

Une réforme profonde s'impose, inspirée du modèle andorran, avec une politique d'immigration choisie, la sortie de l'espace Schengen, de la CEDH et des réglementations migratoires de l'Union européenne. Ces mesures permettraient une économie de 40 milliards d'euros par an sur les dépenses liées à l'immigration, notamment l'AME et autres aides.2500 associations aident les OQTF à rester sur le territoire et ça nous coute 7 milliards ces associations

Voici un programme qui nous permettrait de rembourser la dette en 5 ans ,il faut partager un maximum cette analyse pour qu'elle soit envoyée à l'assemblée nationale et être discuter.